

BRP INC.

RAPPORT DE GESTION

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 AVRIL 2026

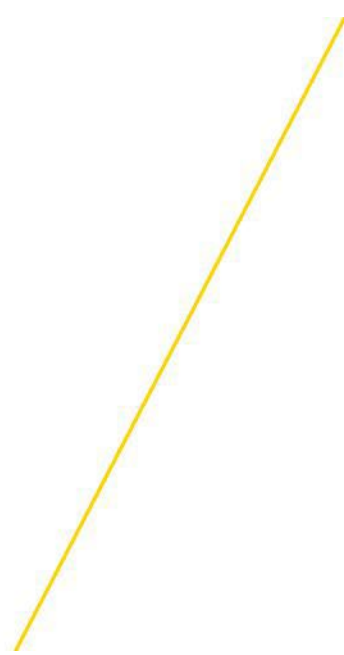


Table des matières

Glossaire	2
Mode de présentation	3
Énoncés prospectifs et mesures non conformes aux normes IFRS.....	4
Aperçu des activités.....	6
Facteurs ayant une incidence sur la performance de la Société.....	7
Sommaire.....	10
Performance dans le secteur du détail et statistiques du marché	11
Résultats d'exploitation	12
<i>Tendances géographiques pour le premier trimestre de l'exercice 2027</i>	14
Activités abandonnées.....	15
Situation de trésorerie et sources de financement	18
<i>Obligations contractuelles</i>	20
<i>Sources de financement</i>	20
Situation financière consolidée	22
Arrangements hors bilan.....	23
Transactions entre parties liées	25
Instruments financiers	25
Mesures non conformes aux normes IFRS et tableaux de rapprochement	27
<i>Tableaux de rapprochement²</i>	28
<i>Tableau de rapprochement des résultats consolidés trimestriels²</i>	31
Principales données financières consolidées.....	32
Estimations comptables critiques.....	34
Contrôles et procédures.....	36
Facteurs de risque	37
Information sur les actions en circulation	37
Information supplémentaire.....	37

Glossaire

Abréviations	Description	Abréviations	Description
BAIIA	Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements	PAV	Pièces, accessoires et vêtements
CORRA	Canadian Overnight Repo Rate Average. Défini comme le taux CORRA composé quotidiennement ou le taux d'intérêt à terme prospectif fondé sur le taux CORRA majoré d'un ajustement usuel au titre de l'écart de crédit, s'il y a lieu.	pb	Points de base
EURIBOR	Euro Interbank Offered Rate	SOFR	Secured Overnight Financing Rate
Fonds de roulement	Les actifs courants moins les passifs courants	SOFR à terme	Défini comme le taux d'intérêt à terme prospectif fondé sur le SOFR majoré d'un ajustement usuel au titre de l'écart de crédit, s'il y a lieu.
IAS	International Accounting Standards	UGT	Unité génératrice de trésorerie
IFRS	Normes IFRS® de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board	V3R	Véhicules à trois roues
International	Toutes les régions sauf les États-Unis et le Canada	VCC	Véhicules côte à côte
OEM	Fabricants d'équipement d'origine	VTT	Véhicules tout-terrain

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion fournit de l'information sur la situation financière et les résultats d'exploitation de BRP inc. (la « Société » ou « BRP ») pour le premier trimestre de l'exercice se clôturant le 31 janvier 2027. Il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025. Certaines informations figurant dans le présent rapport de gestion contiennent des déclarations prospectives assorties de risques et d'incertitudes. Les résultats réels pourraient différer de façon importante des énoncés prospectifs sous-jacents en raison de divers facteurs, y compris ceux décrits à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion. Le présent rapport de gestion reflète l'information dont dispose la Société au 27 mai 2026.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025 ont été préparés selon des méthodes comptables conformes aux Normes IFRS® de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board et conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire*. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire. L'exercice de la Société couvre la période de 12 mois se clôturant le 31 janvier. Toute référence dans ce rapport de gestion à l'« exercice 2027 », à l'« exercice 2026 » et à l'« exercice 2025 » de la Société s'entend des exercices se clôturant les 31 janvier 2027, 2026 et 2025, respectivement.

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration le 27 mai 2026 et il se fonde sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025.

Énoncés prospectifs et mesures non conformes aux normes IFRS

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables, qui portent sur les plans, y compris le plan stratégique de la Société appelé « M28 », les perspectives, les attentes, les anticipations, les estimations et intentions, les résultats, le degré d'activité, la performance, les objectifs, les cibles, les buts, les réalisations, y compris les cibles, objectifs et initiatives de la Société en matière de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance énoncés dans son nouveau programme de durabilité 2030 : Au-delà de l'aventure, les priorités et stratégies, la situation financière, la position sur le marché, les capacités, la position en regard de la concurrence et les opinions de la Société actuels et futurs, ainsi que sur les perspectives et les tendances actuelles et futures des secteurs dans lesquels la Société exerce ses activités, la demande prévue pour les produits et les services sur les marchés dans lesquels la Société offre ses produits, notamment les tendances au ralentissement de la demande au sein de l'industrie ainsi que l'intensification soutenue des activités promotionnelles et les mesures d'établissement des prix, les activités de recherche et développement de produits, y compris la conception, les caractéristiques, la capacité ou la performance projetées de produits à venir et les dates prévues de leur mise en marché, les besoins financiers prévus et la disponibilité des sources de financement et des liquidités, la capacité de la Société à achever son processus de vente de Telwater comme prévu et à gérer et à atténuer les risques qui y sont liés, selon les coûts prévus et selon le produit attendu, l'incidence de la vente des entreprises du Groupe marin, l'instabilité géopolitique actuelle au Moyen-Orient, y compris l'incidence de la récente volatilité des prix mondiaux du pétrole et de l'énergie, les possibles perturbations des chaînes d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et le contexte macroéconomique général, ou sur d'autres événements ou faits nouveaux à venir, ainsi que d'autres énoncés dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « s'attendre à », « planifier », « avoir l'intention de », « prévisions », « tendances », « indications », « croire », « être d'avis que », « estimer », « perspectives », « prédire », « prévoir », « probable », « potentiel » ou « éventuel », au futur ou au conditionnel, à la forme affirmative ou négative, ou à l'emploi de leurs variantes ou de termes comparables.

Les énoncés prospectifs sont présentés dans le but d'aider les lecteurs à comprendre certains éléments clés des objectifs, buts, cibles, priorités stratégiques, attentes et plans actuels de la Société, ainsi que de mieux comprendre les activités de la Société et l'environnement dans lequel la Société prévoit exercer ses activités. Les lecteurs sont prévenus que de telles informations pourraient ne pas convenir à d'autres fins; les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des risques et des incertitudes et sont fondés sur plusieurs hypothèses, tant générales que particulières. La Société met le lecteur en garde contre le fait que ces hypothèses pourraient ne pas se concrétiser et que, en raison du contexte macroéconomique et géopolitique difficile dans lequel la Société évolue, y compris, plus particulièrement, l'incertitude concernant l'évolution potentielle des tarifs, droits de douane et autres restrictions commerciales (ainsi que de toute mesure de rétorsion) et l'instabilité géopolitique qui règne actuellement au Moyen-Orient et son incidence potentiellement négative sur l'économie mondiale, ces hypothèses, qui étaient considérées comme raisonnables au moment où elles ont été formulées, pourraient comporter un degré d'incertitude élevé. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties de la performance future et comportent des risques, des incertitudes et d'autres éléments, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou la performance réels de la Société ou du secteur diffèrent considérablement des perspectives ou des résultats ou de la performance futurs sous-entendus par ces énoncés. En outre, de nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou la performance réels de la Société ou les événements ou faits nouveaux à venir diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs de risque décrits de façon plus détaillée dans la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 janvier 2026.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont faits en date des présentes, et la Société n'a pas l'intention et décline toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser afin de refléter des événements futurs ou des changements de circonstances ou d'opinions, sauf si elle y est tenue en vertu de la réglementation en valeurs mobilières applicable. Si la Société décidait de mettre à jour un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, il ne faudrait pas en conclure que la Société fera d'autres mises à jour relatives à cet énoncé, à des questions connexes ou à tout autre énoncé prospectif.

La Société a formulé un certain nombre d'hypothèses liées à l'économie, au marché et à son exploitation dans la préparation et la formulation de certains énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion, notamment les hypothèses suivantes : les activités au sein des industries des produits saisonniers et des produits toutes saisons s'inscrivant dans les tendances actuelles et un contexte macroéconomique toujours difficile; la volatilité prévue de la part de marché; les principales monnaies dans lesquelles la Société exerce ses activités demeureront près des niveaux actuels; les taux d'inflation qui devraient continuer de s'améliorer; il n'y aura aucun changement important aux lois fiscales ou aux traités applicables à la Société; les marges de la Société devraient continuer de subir des pressions découlant de la baisse des volumes; la base d'approvisionnement pourra continuer de soutenir le développement de produits et les taux de production prévus selon des modalités commercialement acceptables en temps opportun; l'absence de conditions météorologiques inhabituellement défavorables, en particulier en période de pointe. BRP met le lecteur en garde contre le fait que ces hypothèses pourraient ne pas se concrétiser et que, en raison du contexte macroéconomique et géopolitique difficile dans lequel la Société évolue, ces hypothèses, qui étaient considérées comme raisonnables au moment où elles ont été formulées, pourraient comporter un degré d'incertitude élevé. Plus particulièrement, ces hypothèses tiennent compte de certains tarifs douaniers américains actuellement en vigueur, mais ne tiennent pas entièrement compte de l'expansion potentielle des tarifs douaniers américains, notamment des droits de douane sur toutes les importations provenant du Canada et du Mexique, ni de l'imposition potentielle de tarifs de rétorsion. Étant donné l'évolution rapide de la situation et la grande incertitude quant à la durée d'une éventuelle guerre commerciale, il est difficile de prédire les répercussions sur l'économie dans son ensemble. De nouveaux tarifs douaniers et ceux en vigueur pourraient avoir une incidence importante sur les perspectives quant à la croissance économique, aux dépenses des consommateurs, à l'inflation et au dollar canadien.

Mesures non conformes aux normes IFRS

Le présent rapport de gestion renvoie à certaines mesures non conformes aux normes IFRS. Ces mesures ne sont pas reconnues par les normes IFRS, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et sont donc difficilement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information additionnelle en complément des mesures conformes aux normes IFRS, de manière à favoriser une compréhension approfondie des résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de l'information financière de la Société présentée en vertu des normes IFRS.

La Société définit et rapproche ces mesures dans la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS et tableaux de rapprochement » du présent rapport de gestion.

Aperçu des activités

BRP inc. est un chef de file mondial dans l'industrie des produits de sports motorisés, des systèmes de propulsion et des bateaux qui repose sur 80 ans d'ingéniosité et sur une attention particulière portée à sa clientèle. Grâce à son portefeuille de marques distinctives et de premier plan, qui comprend les motoneiges Ski-Doo et Lynx, les motomarines et les pontons Sea-Doo, les véhicules hors route et sur route Can-Am, les bateaux Quintrex, les systèmes de propulsion marine Rotax, les moteurs Rotax pour karts et avions de loisir de même que les boîtes à engrenages Pinion, BRP ouvre la voie à des aventures exaltantes et donne accès à des expériences sur différents terrains de jeu. La Société complète ses gammes de produits par un portefeuille dédié de pièces, d'accessoires et de vêtements afin d'optimiser pleinement l'expérience de conduite.

À la fin de l'exercice 2026, la Société employait près de 17 000 personnes à l'échelle mondiale. Elle a vendu ses produits dans plus de 110 pays. Les produits ont été vendus directement par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 2 050 concessionnaires dans 21 pays, ainsi que par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 140 distributeurs servant environ 375 concessionnaires additionnels.

La Société conçoit, développe, fabrique et vend des véhicules récréatifs motorisés. Le portefeuille diversifié de produits de la Société comprend la catégorie des produits toutes saisons, la catégorie des produits saisonniers et la catégorie des pièces, accessoires et vêtements, moteurs pour OEM et autres. Les produits toutes saisons se composent des véhicules de BRP qui sont vendus et utilisés tout au long de l'année dans la plupart des climats, et ils comprennent les gammes de VTT, de VCC, de V3R et de motos électriques. Tous les produits de la catégorie des produits toutes saisons sont vendus sous la marque Can-Am. Les produits saisonniers se composent des produits de BRP qui s'emploient généralement pendant des saisons précises. Ces produits comprennent les motoneiges, qui sont principalement utilisées en hiver et pour lesquelles les ventes aux concessionnaires se concentrent dans les mois de septembre à janvier, ainsi que les motomarines et les pontons Sea-Doo, qui sont principalement utilisés en été, pour lesquels les ventes aux concessionnaires se concentrent dans les mois de janvier à avril. Ces produits emploient tous les moteurs Rotax de BRP. Les PAV, moteurs pour OEM et autres comprennent les pièces, accessoires et vêtements (les « PAV »), les moteurs Rotax pour les karts, les avions récréatifs et les bateaux à jet à injection directe, ainsi que les autres produits et services.

Le tableau suivant présente le pourcentage du total des revenus par catégorie.

Proportion du total des revenus (en pourcentage)	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Produits toutes saisons	60,6 %	59,9 %
Produits saisonniers	23,8 %	22,7 %
PAV, moteurs pour OEM et autres	15,6 %	17,4 %
Total des revenus¹	100,0 %	100,0 %

1. Les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

Facteurs ayant une incidence sur la performance de la Société

Revenus et coûts du programme de vente

Les revenus de la Société sont principalement tirés de la vente aux concessionnaires et aux distributeurs des véhicules qu'elle fabrique, y compris les produits toutes saisons, les produits saisonniers et les PAV, moteurs pour OEM et autres. Les revenus sont habituellement comptabilisés lorsque les produits sont expédiés aux concessionnaires ou aux distributeurs depuis les installations de la Société.

Afin de soutenir les activités de vente en gros de la Société et les activités de détail des concessionnaires et des distributeurs, la Société peut fournir divers programmes de vente consistant en des incitatifs monétaires et non monétaires. Les incitatifs monétaires se composent principalement de rabais et d'une ristourne accordés aux concessionnaires et aux distributeurs, d'une période de couverture gratuite ou prolongée accordée en vertu de programmes de financement des stocks à l'intention des concessionnaires et des distributeurs et de programmes de financement au détail. Le coût de ces incitatifs monétaires est comptabilisé en réduction des revenus. Les incitatifs non monétaires se composent principalement de garanties prolongées ou de PAV gratuits. Quand une garantie prolongée est accordée lors de l'achat d'un produit, une tranche des revenus comptabilisés lors de la vente de ce produit devrait être différée et comptabilisée pendant la période de couverture de la garantie prolongée. Le coût des PAV gratuits est comptabilisé dans le coût des ventes.

Le soutien fourni aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients a tendance à augmenter lorsque la conjoncture économique est difficile, lorsque les conditions du marché changent et exigent le lancement de nouveaux programmes ou de programmes plus concurrentiels, ou lorsque le niveau des stocks des concessionnaires et des distributeurs est jugé trop élevé.

En vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait avoir à racheter des produits repris neufs inutilisés advenant certains manquements de la part de concessionnaires ou de distributeurs. Les coûts de reprise de possession ont tendance à être plus élevés lorsque les concessionnaires ou les distributeurs font face à des conditions de vente au détail difficiles persistantes et lorsque leur niveau de stocks non courants est élevé. Au cours du dernier exercice et de l'exercice en cours, la Société n'a pas connu de reprises de possession importantes en vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs. Se reporter à la rubrique « Arrangements hors bilan » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur les ententes de financement relatives aux stocks des concessionnaires et des distributeurs.

Coût des matières

Environ 75 % du coût des ventes de la Société se compose des matières utilisées lors du processus de fabrication. Par conséquent, la Société est exposée à la fluctuation du prix de certaines matières premières, comme l'aluminium, l'acier, le plastique, les résines, l'acier inoxydable, le cuivre, le caoutchouc et certains métaux du groupe des terres rares. La Société est également exposée à la fluctuation des prix du carburant relativement à ses activités d'approvisionnement et de distribution. La Société ne couvre pas son exposition à long terme à de telles fluctuations des prix; par conséquent, une hausse du prix des marchandises pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société dans l'éventualité où celle-ci serait incapable de transférer de telles hausses de coûts à ses concessionnaires, à ses distributeurs ou à ses consommateurs.

Coût au titre des garanties

Les garanties régulières offertes par la Société couvrent généralement des périodes allant de douze mois à trois ans pour la plupart des produits. Dans certaines circonstances, en vertu par exemple de certains programmes de vente, pour certains comptes commerciaux ou conformément à des règlements locaux, la Société offre des garanties prolongées. Au cours de la période de garantie, la Société s'engage à rembourser aux concessionnaires et aux distributeurs la totalité du coût des réparations ou des remplacements effectués relativement aux produits (à savoir principalement les pièces ou les accessoires fournis par la Société et les coûts de main-d'œuvre engagés par les concessionnaires ou les distributeurs). De plus, la Société vend, dans le cours normal des activités, et donne, en vertu de certains programmes de vente, des garanties prolongées sur ses produits.

Dans le cadre de son processus de développement, la Société s'assure que chaque stade du développement d'un nouveau produit respectera des normes de qualité supérieure. Cette approche comprend la conception de spécifications détaillées des produits, l'évaluation de la qualité du réseau d'approvisionnement et des méthodes de fabrication, ainsi que des exigences de tests détaillés lors du stade de développement des produits. Des inspections de qualité, effectuées durant le processus de fabrication et une fois celui-ci clos, assurent également la qualité des produits.

La Société enregistre une provision au titre des garanties régulières lorsque les produits sont vendus. Bien que la direction soit d'avis que la Société, en fonction de l'information actuellement disponible, dispose de provisions suffisantes pour couvrir les réclamations futures au titre des garanties sur les produits vendus, les montants des réclamations futures pourraient différer de façon importante des provisions comptabilisées aux états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Dans le cas des garanties prolongées, les réclamations sont inscrites dans le coût des ventes lorsqu'elles sont engagées.

Taux de change

Les revenus de la Société sont présentés en dollars canadiens, mais sont principalement générés en dollars américains, en dollars canadiens et en euros. Les revenus de la Société présentés en dollars canadiens sont exposés, dans une moindre mesure, aux fluctuations du dollar australien, du real brésilien, de la couronne suédoise, de la couronne norvégienne, de la livre sterling, du dollar néo-zélandais, du peso mexicain et du yuan chinois. Les coûts engagés par la Société sont principalement libellés en dollars canadiens, en dollars américains et en euros, et, dans une moindre mesure, en pesos mexicains. Par conséquent, les revenus, la marge brute et le bénéfice d'exploitation présentés en dollars canadiens sont exposés aux fluctuations des taux de change. Les installations de la Société, qui sont situées dans différents pays, permettent d'atténuer son exposition par rapport aux différentes devises.

Au 30 avril 2026, la Société avait un solde exigible de 1 720,8 millions \$ US (2 341,9 millions \$) en vertu de sa facilité à terme de 1 765,0 millions \$ US (2 402,0 millions \$) (la « facilité à terme »), ce qui donne lieu à un gain ou à une perte au résultat de la Société lorsque le taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, à la clôture d'une période, varie par rapport à celui à l'ouverture de cette période. Les charges d'intérêts de la Société sur la facilité à terme sont également exposées aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. Actuellement, la Société ne couvre pas l'exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien découlant de sa facilité à terme; par conséquent, une hausse de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien pourrait avoir une incidence défavorable sur le bénéfice net de la Société.

Pour plus de détails sur l'exposition de la Société aux fluctuations des taux de change, se reporter à la rubrique « Instruments financiers – Risque de change » du présent rapport de gestion.

Frais financiers nets (frais financiers diminués des produits financiers)

Les frais financiers nets sont principalement engagés relativement à la dette à long terme, au passif au titre des régimes de retraite à prestations définies et à la facilité de crédit renouvelable. Au 30 avril 2026, la dette à long terme de la Société s'établissait à 2 443,5 millions \$, montant principalement composé de la facilité à terme, qui inclut les emprunts à terme B-2 et B-3, dont les encours portent dans les deux cas intérêt au taux SOFR à terme majoré de 2,25 %. La Société a conclu des contrats de taux plafonds garantis limitant son exposition aux hausses des taux d'intérêt.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt sur le résultat des juridictions, pays, États et provinces où elle exerce des activités. Le taux d'imposition prévu par la loi canadienne s'établissait à 26,5 % pour le trimestre clos le 30 avril 2026. Cependant, le taux d'imposition effectif consolidé de la Société dépend de divers facteurs, dont la répartition des profits ou des pertes comptables avant impôt enregistrés dans différentes juridictions fiscales au sein desquelles elle exerce ses activités et le gain ou la perte de change sur la facilité à terme. La Société s'attend à payer des impôts en trésorerie dans toutes les juridictions où elle exerce des activités pour l'exercice 2027.

Caractère saisonnier

Les revenus et le bénéfice d'exploitation de la Société subissent d'importantes fluctuations d'un trimestre à l'autre. En général, les ventes en gros de produits de la Société sont plus élevées au cours de la période précédant immédiatement leur saison d'utilisation respective, ainsi qu'au cours de cette saison. Cependant, la composition des produits vendus peut varier de façon importante dans le temps en raison des variations de la demande saisonnière et géographique, de l'introduction de nouveaux modèles et produits et de l'échéancier de production de certains types de produits.

Sommaire

Le premier trimestre de l'exercice 2027 a été marqué par une croissance des revenus à deux chiffres par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des revenus est principalement attribuable à la hausse des expéditions de véhicules hors route et à la composition favorable des ventes découlant de l'introduction de nouveaux modèles et caractéristiques dans cette catégorie de produits. La croissance des revenus s'explique aussi par l'augmentation des expéditions de motomarines par rapport à l'exercice précédent, au cours duquel les expéditions avaient eu lieu plus tard dans la saison. La marge brute et le pourcentage de marge brute ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, ce qui rend compte de l'incidence favorable de la hausse des volumes, de la réduction des programmes de vente et des prix favorables, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des tarifs douaniers à l'échelle mondiale.

Les ventes au détail de la Société en Amérique du Nord pour le trimestre clos le 30 avril 2026 ont diminué de 7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des ventes au détail est essentiellement attribuable à la baisse des volumes dans l'industrie des motoneiges par rapport à l'exercice précédent qui avait été caractérisé par des ventes élevées en fin de saison, de même qu'à la perte de parts de marché du côté des motomarines. La diminution a été contrebalancée en partie par les gains de parts de marché en ce qui a trait aux véhicules hors route.

Le 14 avril 2026, la Société a annoncé que les coûts additionnels potentiels des tarifs douaniers liés à la modification de l'article 232 sur les tarifs douaniers sur les importations d'acier, d'aluminium et de cuivre aux États-Unis devraient dépasser 500 millions \$ pour l'exercice 2027, compte non tenu des mesures d'atténuation qui pourraient compenser en partie ces effets. Étant donné que cette modification est entrée en vigueur le 6 avril 2026, son incidence sur les résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2027 a été limitée.

Faits saillants financiers

(en millions \$ CA, sauf les données par action et le pourcentage de la marge)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2026	30 avril 2025		
État du résultat net²				
Total des revenus	2 391,8 \$	1 846,9 \$	544,9 \$	29,5 %
Marge brute	561,6	394,8	166,8	42,2 %
Pourcentage de marge brute	23,5 %	21,4 %	s.o.	210 pb
Bénéfice d'exploitation	225,5	93,9	131,6	140,1 %
BAIIA normalisé ¹	334,4	200,8	133,6	66,5 %
Bénéfice net	127,3	161,0	(33,7)	(20,9) %
Bénéfice net normalisé ¹	134,5	34,6	99,9	288,7 %
Bénéfice dilué par action	1,73	2,19	(0,46)	(21,0) %
Bénéfice dilué normalisé par action ¹	1,83	0,47	1,36	289,4 %
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	1,6	(10,9)	12,5	114,7 %

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».
2. Sauf indication contraire, les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.
3. Les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

Performance dans le secteur du détail et statistiques du marché

Ventes au détail en Amérique du Nord – pour le premier trimestre de l'exercice 2027

Les ventes au détail de la Société en Amérique du Nord ont diminué de 7 % pour le trimestre clos le 30 avril 2026 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des ventes au détail est essentiellement attribuable à la baisse des volumes dans l'industrie des motoneiges par rapport à l'exercice précédent qui avait été caractérisé par des ventes élevées en fin de saison, de même qu'à la perte de parts de marché du côté des motomarines. La diminution a été contrebalancée en partie par les gains de parts de marché en ce qui a trait aux véhicules hors route.

- Les ventes au détail de produits toutes saisons en Amérique du Nord ont augmenté d'un niveau de pourcentage se situant dans le milieu de la tranche de 1 à 10 pour cent par rapport au trimestre clos le 30 avril 2025. Les ventes de l'industrie des produits toutes saisons ont augmenté d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 1 à 10 pour cent au cours de la même période.
- Les ventes au détail de produits saisonniers en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 30 à 40 pour cent par rapport au trimestre clos le 30 avril 2025. Les ventes de l'industrie des produits saisonniers ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le milieu de la tranche de 10 à 20 pour cent au cours de la même période.

Stocks des concessionnaires nord-américains

Au 30 avril 2026, les stocks au sein du réseau nord-américain avaient diminué de 3 % par rapport au 30 avril 2025. La diminution s'explique principalement par la baisse des stocks de motoneiges. La diminution a été contrebalancée en partie par la hausse des stocks de motomarines par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, au cours de laquelle les expéditions avaient eu lieu plus tard dans la saison.

Résultats d'exploitation

(en millions \$ CA, sauf les données sur le pourcentage de la marge)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2026	30 avril 2025		
État du résultat net¹				
Revenus				
Produits toutes saisons	1 448,7 \$	1 105,8 \$	342,9 \$	31,0 %
Produits saisonniers	568,4	419,2	149,2	35,6 %
PAV, moteurs pour OEM et autres	374,7	321,9	52,8	16,4 %
Total des revenus	2 391,8	1 846,9	544,9	29,5 %
Marge brute	561,6	394,8	166,8	42,2 %
Pourcentage de marge brute	23,5 %	21,4 %	s.o.	210 pb
Charges d'exploitation	336,1	300,9	35,2	11,7 %
BAlIA normalisé ²	334,4	200,8	133,6	66,5 %
Frais financiers nets	41,9	45,3	(3,4)	(7,5) %
Impôt sur le résultat	47,5	14,0	33,5	239,3 %
Bénéfice net	127,3	161,0	(33,7)	(20,9) %
Bénéfice net normalisé ²	134,5	34,6	99,9	288,7 %
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	1,6	(10,9)	12,5	114,7 %

1. Sauf indication contraire, les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

2. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Revenus

Produits toutes saisons

L'augmentation des revenus tirés des produits toutes saisons est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes d'unités dans la plupart des gammes de produits et à la composition favorable des ventes de véhicules hors route découlant de l'introduction de nouveaux modèles et caractéristiques dans cette catégorie de produits. L'augmentation s'explique aussi par les prix favorables, déduction faite des programmes de vente, dans la plupart des gammes de produits. L'augmentation comprend une fluctuation défavorable des taux de change de 14 millions \$.

Produits saisonniers

L'augmentation des revenus tirés des produits saisonniers est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes de motomarines par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, au cours de laquelle les expéditions avaient eu lieu plus tard dans la saison. L'augmentation s'explique aussi par la réduction des programmes de vente du côté des motoneiges.

PAV, moteurs pour OEM et autres

L'augmentation des revenus tirés des PAV, moteurs pour OEM et autres est principalement attribuable à une hausse du volume de ventes de PAV, ainsi qu'aux prix favorables dans la plupart des gammes de produits. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la hausse des programmes de vente et une composition défavorable des ventes de PAV.

Marge brute

La marge brute et le pourcentage de marge brute ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'incidence positive de l'augmentation des volumes, de la réduction des programmes de vente et des prix favorables, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des tarifs douaniers à l'échelle mondiale. L'augmentation de la marge brute comprend une fluctuation défavorable des taux de change de 16 millions \$.

Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente la répartition des charges d'exploitation de la Société pour le trimestre clos le 30 avril 2026 par rapport au trimestre clos le 30 avril 2025.

(en millions \$ CA)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2026	30 avril 2025		
Vente et marketing	130,4 \$	107,4 \$	23,0 \$	21,4 %
Recherche et développement	118,8	105,0	13,8	13,1 %
Frais généraux et administratifs	88,1	77,9	10,2	13,1 %
Autres (bénéfices) charges d'exploitation	(1,2)	10,6	(11,8)	(111,3) %
Charges d'exploitation¹	336,1 \$	300,9 \$	35,2 \$	11,7 %

1. Sauf indication contraire, les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

L'augmentation des charges d'exploitation est essentiellement attribuable à l'accroissement des frais de vente et de marketing qui a suivi le lancement de campagnes visant à soutenir la croissance des revenus, ainsi qu'à la hausse des investissements dans la recherche et le développement et des frais généraux et administratifs en vue de renforcer le développement de produits et les infrastructures, respectivement. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par des fluctuations favorables des taux de change sur le fonds de roulement, après déduction des contrats à terme. Elle comprend également des fluctuations favorables des taux de change de 10 millions \$.

BAIIA normalisé¹

L'augmentation du BAIIA normalisé¹ est principalement attribuable à la hausse de la marge brute, en partie contrebalancée par l'augmentation des charges d'exploitation.

Frais financiers nets

La diminution des frais financiers nets est négligeable.

Impôt sur le résultat

L'augmentation de la charge d'impôt est principalement attribuable à une hausse du bénéfice d'exploitation. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 27,2 % pour le trimestre clos le 30 avril 2026, comparativement à 8 % pour le trimestre clos le 30 avril 2025. L'augmentation est principalement attribuable au traitement fiscal et comptable de la perte (du gain) de change sur la facilité à terme.

Bénéfice net

La diminution du bénéfice net est principalement attribuable à des fluctuations défavorables des taux de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains, ainsi qu'à une hausse de la charge d'impôt. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une hausse du bénéfice d'exploitation.

Bénéfice net normalisé¹

L'augmentation du bénéfice net normalisé¹ est principalement attribuable à la hausse de la marge brute, partiellement contrebalancée par l'augmentation des charges d'exploitation.

Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées

L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à la clôture de la vente des actifs d'Alumacraft et de Manitou au cours des trimestres clos le 31 juillet 2025 et le 31 octobre 2025, respectivement.

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Tendances géographiques pour le premier trimestre de l'exercice 2027

Revenus

Revenus par territoire (en millions \$ CA)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2026	30 avril 2025		
Revenus¹ (\$)				
États-Unis	1 327,5 \$	1 009,7 \$	317,8 \$	31,5 %
Canada	395,7	225,8	169,9	75,2 %
International	668,6	611,4	57,2	9,4 %
Total des revenus (\$)	2 391,8 \$	1 846,9 \$		
Revenus (%)				
États-Unis	55,5 %	54,7 %	s.o.	80 pb
Canada	16,5 %	12,2 %	s.o.	430 pb
International	28,0 %	33,1 %	s.o.	(510) pb
Total des revenus (%)	100,0 %	100,0 %		

1. Sauf indication contraire, les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

États-Unis

L'augmentation des revenus enregistrés aux États-Unis est principalement attribuable à une hausse du volume des expéditions, à la composition favorable des ventes et à la réduction des programmes de vente dans la plupart des gammes de produits, ainsi qu'aux prix favorables dans toutes les gammes de produits. L'augmentation a été en partie contrebalancée par une diminution du volume des expéditions de motoneiges et de motos électriques. L'augmentation comprend des variations défavorables des taux de change de 33 millions \$.

Canada

L'augmentation des revenus enregistrés au Canada est principalement attribuable à une hausse du volume des expéditions, à la composition favorable des ventes et à la baisse des programmes de vente dans la plupart des gammes de produits, ainsi qu'aux prix favorables dans toutes les gammes de produits.

International

L'augmentation des revenus enregistrés à l'International est principalement attribuable à une augmentation du volume des expéditions et à la composition favorable des ventes dans la plupart des gammes de produits. L'augmentation a été en partie contrebalancée par une diminution du volume des expéditions de motos électriques, ainsi que par l'augmentation des programmes de vente dans la plupart des gammes de produits. L'augmentation comprend des variations favorables des taux de change de 18 millions \$.

Activités abandonnées

Manitou et Alumacraft

Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2026, la Société a conclu la vente d'Alumacraft Boat Co. (« Alumacraft ») et de Triton Industries Inc. (« Manitou »). Par conséquent, ces entreprises sont présentées à titre d'activités abandonnées au 30 avril 2025, et les actifs et passifs connexes ont été cédés au 31 janvier 2026.

Telwater

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, la Société a annoncé avoir conclu une entente définitive visant la vente de la totalité des actions en circulation de Telwater Pty, Ltd. à Yamaha Motor Australia Pty, Ltd. Le 18 décembre 2025, la Société a pris acte de la décision de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation de s'opposer à la vente proposée de Telwater à Yamaha Motor Australia Pty Ltd., une filiale de Yamaha Motor Co., Ltd. La Société continuera de rechercher des acheteurs potentiels, et le processus visant la vente de Telwater se poursuit.

Au 30 avril 2026, Telwater était présentée à titre d'activité abandonnée, et les actifs et passifs connexes, comme détenus en vue de la vente.

Le bénéfice net (la perte nette) et le bénéfice global (la perte globale) liés aux activités abandonnées, telles qu'elles sont présentées à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, s'établissent comme suit :

(en millions \$ CA)	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Revenus	28,6 \$	63,0 \$
Coût des ventes	24,4	66,4
Marge (perte) brute	4,2	(3,4)
Charges d'exploitation		
Vente et marketing	0,7	6,3
Recherche et développement	0,2	4,8
Frais généraux et administratifs	1,2	2,8
Autres bénéfices d'exploitation	(0,4)	(3,1)
Total des charges d'exploitation	1,7	10,8
Bénéfice (perte) d'exploitation	2,5	(14,2)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	2,5	(14,2)
Charge (économie) d'impôt	0,9	(3,3)
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	1,6 \$	(10,9) \$

<i>(en millions \$ CA)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées¹	1,6 \$	(10,9) \$
Variation nette du gain latent à la conversion des établissements à l'étranger	0,7	8,0
Total du bénéfice global (de la perte globale) lié(e) aux activités abandonnées¹	2,3 \$	(2,9) \$

1. Le bénéfice net (la perte nette) et le bénéfice global (la perte globale) attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle se sont chiffrés à néant.

Au 30 avril 2026, la valeur comptable des actifs et des passifs présentés comme détenus en vue de la vente s'établissait comme suit :

<i>(en millions \$ CA)</i>	30 avril 2026	31 janvier 2026
Stocks	14,2 \$	13,6 \$
Immobilisations corporelles	70,5	69,4
Immobilisations incorporelles	40,0	38,7
Autres actifs	4,8	4,4
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	129,5 \$	126,1 \$
Fournisseurs et charges à payer	9,4	8,8
Provisions	5,9	6,9
Passifs d'impôt différé	9,3	8,7
Autres passifs	2,2	2,4
Passifs liés aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	26,8 \$	26,8 \$
Actifs, déduction faite des passifs, détenus en vue de la vente	102,7 \$	99,3 \$

Les flux de trésorerie nets liés aux activités abandonnées s'établissent comme suit :

<i>(en millions \$ CA)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	0,8 \$	(1,1) \$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(0,8)	(0,9)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	—	0,8
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités abandonnées	— \$	(1,2) \$

Taux de change

Les principaux taux de change moyens ayant servi à convertir les revenus et les charges libellés en devises, sans tenir compte de l'incidence des programmes de couverture de la Société, s'établissaient comme suit pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025 :

	30 avril 2026		30 avril 2025	
Dollars américains	1,3703	\$ CA/\$ US	1,4217	\$ CA/\$ US
Euros	1,6029	\$ CA/€	1,5367	\$ CA/€

Les principaux taux de change de clôture ayant servi à convertir les actifs et les passifs libellés en devises s'établissaient comme suit :

	30 avril 2026		31 janvier 2026	
Dollars américains	1,3609	\$ CA/\$ US	1,3558	\$ CA/\$ US
Euros	1,5962	\$ CA/€	1,6114	\$ CA/€

Lorsque l'on compare le bénéfice d'exploitation et le bénéfice avant impôt du trimestre clos le 30 avril 2026 à ceux de la période correspondante close le 30 avril 2025, l'incidence des fluctuations des taux de change s'établit comme suit :

(en millions \$ CA)	(Gain) perte de change Trimestre
Revenus	15,0 \$
Coût des ventes	1,1
Incidence des fluctuations des taux de change sur la marge brute	16,1 \$
Charges d'exploitation	(9,7)
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice d'exploitation	6,4 \$
Dettes à long terme	135,2
Frais financiers nets	0,7
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice avant impôt	142,3 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Situation de trésorerie

Les principales sources de trésorerie de la Société sont les soldes existants en espèces, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les emprunts disponibles en vertu de la facilité de crédit renouvelable, de la facilité à terme, des emprunts à terme et du découvert bancaire.

La Société utilise principalement la trésorerie pour financer ses activités, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement relatives au développement de produits et aux infrastructures. La variation des besoins en matière de fonds de roulement découle principalement du caractère saisonnier du calendrier de production et des expéditions de produits de la Société.

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie nets par activité, sur une base consolidée, pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025.

<i>(en millions \$ CA)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	425,5 \$	255,8 \$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(57,1)	(51,4)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(98,0)	(78,9)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(0,7)	6,8
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	269,7	132,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	427,8	180,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	697,5 \$	312,3 \$
Flux de trésorerie disponibles ¹	367,3 \$	201,3 \$

Les flux de trésorerie présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités seront analysés sur une base consolidée.

Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, sur une base consolidée, pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025.

<i>(en millions \$ CA)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Bénéfice net	128,9 \$	150,1 \$
Éléments hors exploitation et sans effet de trésorerie	209,6	74,6
Variations du fonds de roulement	120,0	72,3
Impôt payé, déduction faite des remboursements	(33,0)	(41,2)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	425,5 \$	255,8 \$

Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation ont totalisé 425,5 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2026, comparativement à 255,8 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2025. L'augmentation de 169,7 millions \$ des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable à une plus grande rentabilité, à des variations favorables du fonds de roulement et à la baisse de l'impôt payé. Les variations favorables du fonds de roulement sont attribuables à l'augmentation des provisions, contrebalancée en partie par la hausse des stocks et de l'impôt à recevoir.

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement, sur une base consolidée, pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025.

<i>(en millions \$ CA)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(46,1) \$	(45,1) \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(12,1)	(9,4)
Autres	1,1	3,1
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(57,1) \$	(51,4) \$

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement ont totalisé 57,1 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2026, comparativement à 51,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2025. L'augmentation de 5,7 millions \$ des flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement n'est pas importante, les investissements dans les immobilisations corporelles et incorporelles ayant été comparables à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie affectés aux activités de financement, sur une base consolidée, pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025.

<i>(en millions \$ CA)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Rachat d'actions à droit de vote subalterne	(44,5) \$	— \$
Dividendes versés	(18,2)	(15,6)
Remboursement de la dette à long terme	(7,1)	(6,9)
Intérêts payés	(39,5)	(41,9)
Remboursement d'obligations locatives	(14,2)	(14,0)
Émission d'actions à droit de vote subalterne	25,5	—
Autres	—	(0,5)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(98,0) \$	(78,9) \$

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement ont totalisé 98,0 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2026, comparativement à 78,9 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2025. L'augmentation de 19,1 millions \$ des flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement est principalement attribuable au rachat d'actions à droit de vote subalterne au cours du trimestre clos le 30 avril 2026. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par le nombre plus élevé d'options d'achat d'actions exercées au cours de la même période.

Obligations contractuelles

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles importantes de la Société au 30 avril 2026.

(en millions \$ CA)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant total
Fournisseurs et charges à payer	1 563,4 \$	— \$	— \$	— \$	1 563,4 \$
Dette à long terme (incluant les intérêts)	190,5	370,5	2 490,8	—	3 051,8
Obligations locatives (incluant les intérêts)	71,4	120,3	83,1	366,7	641,5
Instruments financiers dérivés	18,0	4,6	—	—	22,6
Autres passifs financiers	54,1	22,6	5,8	32,7	115,2
Autres passifs	26,8	6,0	—	—	32,8
Total	1 924,2 \$	524,0 \$	2 579,7 \$	399,4 \$	5 427,3 \$

La Société conclut des ententes d'achat avec des fournisseurs relativement à des matériaux utilisés dans la production. Ces ententes sont généralement conclues avant le début de la production et peuvent établir une quantité fixe ou variable de matériaux qui seront achetés. En raison de l'incertitude en ce qui a trait à la quantité et au prix des matériaux pouvant être achetés, la Société ne peut déterminer avec exactitude ses engagements relatifs à ces ententes d'achat.

La direction est d'avis que les activités d'exploitation et le financement disponible de la Société lui procureront des sources de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins à court et à long terme.

Sources de financement

Facilité de crédit renouvelable

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable totalisant 1 500,0 millions \$, dont les prélèvements peuvent également être effectués selon l'équivalent en dollars américains ou en euros. Au 30 avril 2026, la Société n'avait aucun montant prélevé sur la facilité de crédit renouvelable (néant au 31 janvier 2026). Les commissions d'engagement sur le montant non prélevé de la facilité de crédit renouvelable, qui varient entre 0,25 % et 0,40 %, s'établissaient à 0,25 %.

Les taux d'intérêt applicables sont assujettis à un ajustement usuel au titre de l'écart de crédit allant de 0,45 % à 3,00 %, qui varie en fonction d'un ratio de levier financier. Au 30 avril 2026, les coûts d'emprunt en dollars canadiens correspondaient au taux CORRA majoré de 1,70 % ou au taux préférentiel du Canada majoré de 0,70 %, compte tenu du ratio de levier financier. En dollars américains, ils correspondaient au taux SOFR majoré de 1,70 %, au taux de base américain majoré de 0,70 % ou au taux préférentiel des États-Unis majoré de 0,70 %. En euros, ils correspondaient à l'EURIBOR majoré de 1,70 %.

La Société doit maintenir, dans certaines circonstances, un ratio minimal de couverture des charges fixes. De plus, le total des emprunts disponibles est assujéti, en vertu de la facilité de crédit renouvelable, à un calcul de la capacité d'emprunt correspondant à la somme de 75 % de la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de 50 % de la valeur comptable des stocks. Le montant total disponible était de 1 330,9 millions \$ au 30 avril 2026.

Au 30 avril 2026, la Société avait émis des lettres de crédit d'un montant de 20,1 millions \$ en vertu de la facilité de crédit renouvelable (20,0 millions \$ au 31 janvier 2026). De plus, des lettres de crédit d'un montant de 5,1 millions \$ étaient en cours en vertu d'autres conventions au 30 avril 2026 (5,1 millions \$ au 31 janvier 2026).

(en millions \$ CA)	30 avril 2026	31 janvier 2026
Découvert bancaire	— \$	— \$
Lettres de crédit émises en vertu de la facilité de crédit renouvelable	20,1	20,0
Autres lettres de crédit en cours	5,1 \$	5,1 \$

Facilité à terme

Au 30 avril 2026, les coûts d'emprunt en vertu de l'emprunt à terme s'établissaient comme suit :

Emprunt	Coûts d'emprunt
Emprunt à terme B-2	▪ au taux SOFR à terme majoré de 2,25 % par année, le taux SOFR à terme minimal étant de 0,50 %.
Emprunt à terme B-3	▪ au taux SOFR à terme majoré de 2,25 % par année, le taux SOFR à terme minimal étant de 0,00 %.

Conformément à la facilité à terme, les coûts d'emprunt au taux de base américain ou au taux préférentiel des États-Unis ne peuvent être inférieurs aux coûts d'emprunt au taux SOFR.

La Société est tenue de rembourser chaque trimestre au moins 0,25 % du montant nominal, déduction faite de tout remboursement anticipé volontaire déjà effectué. Par conséquent, la Société a remboursé un montant de 4,3 millions \$ US (5,9 millions \$) au cours du trimestre clos le 30 avril 2026 (3,7 millions \$ US (5,2 millions \$) au cours du trimestre clos le 30 avril 2025). En outre, dans l'éventualité où elle affichait une situation de trésorerie excédentaire à la fin de l'exercice et un ratio de levier financier supérieur à un certain seuil, la Société pourrait être tenue de rembourser une partie de la facilité à terme. Aux 30 avril 2026 et 2025, la Société n'était pas tenue de rembourser une partie de la facilité à terme en vertu de cette exigence.

Emprunts à terme autrichiens

Au 30 avril 2026, le montant restant dû par la Société en vertu de ses emprunts à terme autrichiens s'élevait à 66,3 millions € (105,9 millions \$). Ces emprunts portent intérêt à des taux allant de 0,93 % à 3,23 % et viennent à échéance entre juin 2026 et décembre 2030.

Obligations locatives

Au 30 avril 2026, les obligations contractuelles à l'égard des actifs comptabilisés en vertu de contrats de location s'élevaient à 641,5 millions \$ (258,8 millions \$ au 31 janvier 2026).

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2026, la Société a poursuivi ses rachats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités annoncée et lancée au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2026. Elle a ainsi racheté aux fins d'annulation 438 200 actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie totale de 44,5 millions \$.

Dividende

Le 27 mai 2026, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,25 \$ par action à l'intention des porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne. Le dividende sera payé le 14 juillet 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 30 juin 2026.

Le conseil d'administration a déterminé que ce dividende trimestriel était approprié en fonction de plusieurs facteurs pertinents, soit notamment des résultats d'exploitation de la Société, de ses surplus et de ses besoins de trésorerie courants et prévus, ainsi que de sa situation financière, des restrictions contractuelles et des engagements stipulés dans les ententes de financement (y compris les restrictions prévues par la facilité à terme et la facilité de crédit renouvelable ou d'autres conventions importantes) et du contrôle de la solvabilité que le droit commercial lui impose.

Le versement de chaque dividende trimestriel doit être déclaré par le conseil d'administration. Le montant réel, la date de déclaration, la date d'inscription et la date de versement de chaque dividende trimestriel sont déterminés au gré du conseil d'administration.

Situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente les principaux écarts observés dans les états consolidés intermédiaires résumés non audités de la situation financière de la Société entre le 30 avril 2026 et le 31 janvier 2026, ainsi que l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts, l'écart net connexe (qui ne tient pas compte de l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts) et les explications de l'écart net.

(en millions \$ CA)	30 avril 2026	31 janvier 2026	Écart	Incidence des taux de change	Écart net	Explications de l'écart net
Créances clients et autres débiteurs	520,8 \$	607,2 \$	(86,4) \$	(1,9) \$	(88,3) \$	S'explique principalement par le caractère saisonnier des activités.
Stocks	1 863,4	1 824,6	38,8	(6,2)	32,6	S'explique principalement par les produits finis pour les livraisons à venir.
Immobilisations corporelles	1 773,3	1 816,8	(43,5)	3,5	(40,0)	S'explique principalement par l'amortissement.
Actifs au titre de droits d'utilisation	452,3	212,2	240,1	(0,3)	239,8	La hausse des actifs au titre de droits d'utilisation s'explique principalement par un nouveau centre de distribution pour les PAV.
Fournisseurs et charges à payer	1 563,4	1 515,2	48,2	35,6	83,8	S'explique principalement par une augmentation des activités d'achat.
Provisions	937,4	858,1	79,3	(0,8)	78,5	S'explique principalement par une augmentation des programmes de vente.
Dette à long terme, y compris la tranche courante	2 443,5	2 442,3	1,2	(7,8)	(6,6)	L'écart n'est pas significatif.
Obligations locatives	478,4	237,4	241,0	(0,5)	240,5	La hausse des obligations locatives s'explique principalement par un nouveau centre de distribution pour les PAV.

Arrangements hors bilan

Arrangements financiers conclus avec les concessionnaires et les distributeurs

La Société, la plupart de ses concessionnaires indépendants et certains de ses distributeurs indépendants sont parties à des ententes conclues avec des fournisseurs de services financiers externes. Ces ententes leur procurent le financement nécessaire à l'achat des produits de la Société et améliorent le fonds de roulement de la Société en permettant le recouvrement plus rapide des créances auprès des concessionnaires et des distributeurs. Environ les trois quarts des ventes de la Société sont effectués aux termes de telles ententes. Les différentes parties susmentionnées ont conclu des ententes avec Huntington Distribution Finance, Inc., Huntington Commercial Finance Canada Inc., Huntington Commercial Finance LLC et Huntington Commercial Finance New Zealand Ltd (collectivement « Huntington »), qui leur octroient des facilités de financement en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande, et avec Wells Fargo Commercial Distribution Finance, Wells Fargo Bank International Unlimited Company et Wells Fargo International Finance LLC (collectivement, « Wells Fargo »), qui leur accordent des facilités de financement en Amérique du Nord. L'entente conclue entre la Société et Huntington arrivera à échéance le 31 janvier 2028. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, la Société a conclu une entente de financement sur stocks en Europe avec De Lage Landen International B.V. (« DLL »), qui remplace celle conclue avec Wells Fargo Bank International Unlimited Company qui est arrivée à échéance le 31 janvier 2026. L'entente a pris effet le 12 décembre 2025.

Le montant du financement accordé aux concessionnaires et aux distributeurs indépendants de la Société a totalisé 2 238,3 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2026, comparativement à 1 492,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2025. Le solde exigible du financement obtenu par les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société auprès des sociétés de financement externes se chiffrait respectivement à 2 903,4 millions \$ et à 2 635,2 millions \$ au 30 avril 2026 et au 31 janvier 2026.

La répartition du solde exigible par pays et par monnaie locale entre les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société avec les sociétés de financement externes s'établit comme suit aux dates indiquées :

(en millions)	Monnaie	30 avril 2026	31 janvier 2026
Solde exigible	CAD	2 903,4 \$	2 635,2 \$
États-Unis	USD	1 519,6 \$	1 399,1 \$
Canada	CAD	613,7 \$	533,4 \$
Europe	EUR	66,0 €	55,5 €
Australie et Nouvelle-Zélande	AUD	119,1 \$	121,7 \$
Solde exigible – activités poursuivies	CAD	2 859,4 \$	2 564,9 \$
Solde exigible – activités abandonnées	CAD	44,0 \$	70,3 \$

Les coûts engagés par la Société dans le cadre des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs ont totalisé 27,5 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2026, comparativement à 26,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2025.

En vertu des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait, dans l'éventualité d'une défaillance d'un concessionnaire ou d'un distributeur, être tenue de racheter, des sociétés de financement, des produits repris neufs inutilisés à un prix équivalant au total du solde exigible du concessionnaire ou du distributeur par les sociétés de financement.

Le montant maximal consolidé de l'ensemble des obligations se situe approximativement entre :

- i) 25,0 millions \$ US (34,0 millions \$) ou 10 % du solde exigible consolidé moyen du financement sur les 12 derniers mois en vertu des ententes de financement (251,7 millions \$ au 30 avril 2026);
- ii) 10,0 millions € (16,0 millions \$) ou 10 % du solde exigible consolidé moyen du financement sur les 12 mois de l'année civile en vertu des ententes de financement (sans objet au 30 avril 2026).

Par conséquent, le solde consolidé maximal du financement soumis à l'obligation de rachat par la Société de produits repris neufs inutilisés auprès des sociétés de financement était de 274,1 millions \$ au 30 avril 2026 et de 284,4 millions \$ au 31 janvier 2026. Ce solde comprend une obligation résiduelle de 6,4 millions \$ liée aux ententes de financement avec Wells Fargo.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2026, la Société n'a pas subi de pertes à la suite de la reprise de possession de produits neufs inutilisés par les sociétés de financement (perte de 0,8 million \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2025).

Conventions de financement offertes à des particuliers

La Société a des relations contractuelles avec des sociétés de financement externes afin de faciliter l'octroi de crédit aux particuliers pour l'achat de ses produits en Amérique du Nord. Ces conventions permettent généralement à la Société d'offrir un taux d'intérêt privilégié aux particuliers pour une période définie aux termes de certains programmes de vente. Les obligations financières de la Société aux termes de ces contrats se rapportent aux engagements qu'elle prend dans le cadre de certains programmes de vente.

Transactions entre parties liées

Transactions avec Bombardier Inc., société liée au groupe Beaudier

En vertu de la convention d'achat conclue en 2003 relativement à l'acquisition du secteur des produits récréatifs de Bombardier Inc., la Société s'est engagée à rembourser à Bombardier Inc. des montants au titre de l'impôt sur le résultat représentant respectivement 22,4 millions \$ au 30 avril 2026 et 22,4 millions \$ au 31 janvier 2026. Les versements commenceront lorsque Bombardier Inc. commencera à verser des paiements relatifs à l'impôt sur le résultat au Canada et/ou aux États-Unis. La Société ne s'attend pas à faire de paiements à Bombardier Inc. dans le cadre de cette obligation au cours de l'exercice 2027.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société se répartissent en actifs financiers et en passifs financiers et sont évalués à la clôture de chaque période à leur juste valeur ou au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, selon le classement établi conformément aux normes IFRS. De par leur nature, les actifs financiers sont exposés au risque de crédit, tandis que les passifs financiers sont exposés au risque de liquidité. En outre, les instruments financiers et les transactions de la Société pourraient être libellés en monnaies étrangères, ce qui donnerait lieu à un risque de change qui pourrait être atténué au moyen d'instruments financiers dérivés. Dans une moindre mesure, la Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa facilité de crédit renouvelable, à sa facilité à terme et à ses emprunts à terme autrichiens.

Risque de change

Les éléments figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société, qui sont libellés en dollars canadiens, sont fortement exposés aux fluctuations des taux de change, essentiellement les taux de conversion du dollar américain et de l'euro en dollars canadiens.

Les entrées et les sorties de trésorerie de la Société se font principalement en dollars canadiens, en dollars américains et en euros. À l'aide de ses opérations commerciales, la Société tient généralement à compenser les entrées et les sorties de trésorerie libellées en dollars américains et en euros.

Dans le cas de certaines devises que la Société ne parvient pas à compenser au moyen de ses opérations commerciales récurrentes, la Société a recours à des contrats de change, conformément à sa stratégie de couverture. La direction examine périodiquement la position de couverture pertinente et peut la couvrir à sa discrétion à l'intérieur des paramètres autorisés définis dans la politique de couverture, jusqu'à concurrence du pourcentage maximal prévu. Les contrats sont comptabilisés selon le modèle de couverture des flux de trésorerie qui tient compte des ventes prévues qui seront très probablement effectuées dans les devises concernées, et les gains ou les pertes sur les instruments dérivés en question ne sont comptabilisés au résultat net que lorsque les ventes prévues se réalisent.

Enfin, pour réduire l'exposition découlant de la réévaluation à la clôture de la période des éléments monétaires libellés dans une autre monnaie fonctionnelle, la Société a recours à des contrats de change. Ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net à la clôture de chaque période de façon à limiter les gains ou les pertes découlant de la réévaluation, au taux de fin de période, de ces positions libellées en devises.

Bien que l'application de la stratégie de couverture de la Société protège, dans une certaine mesure, le bénéfice d'exploitation de la Société contre d'importantes fluctuations des taux de change, il n'en reste pas moins que le bénéfice net est exposé de manière importante aux fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain du fait de la dette à long terme libellée en dollars américains. Cependant, une incidence monétaire pour la Société est possible seulement dans la mesure où la facilité à terme est remboursée.

Risque de liquidité

La Société pourrait avoir de la difficulté à respecter les obligations liées à ses passifs financiers. Afin de gérer adéquatement son risque de liquidité, la Société surveille continuellement ses besoins en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tout en tenant compte du caractère saisonnier des besoins de son fonds de roulement, de même que de la répartition de ses revenus et de ses charges. La Société estime que les flux de trésorerie dégagés par ses activités d'exploitation, ajoutés à ses fonds en banque et aux fonds dont elle peut disposer aux termes de sa facilité de crédit, lui assurent une souplesse financière suffisante et réduisent son risque de liquidité.

Risque de crédit

La Société pourrait être exposée, dans le cours normal de ses activités, à l'incapacité potentielle de ses concessionnaires, de ses distributeurs et de ses autres partenaires commerciaux à respecter leurs obligations contractuelles à l'égard des actifs financiers et des montants garantis en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec Huntington, Wells Fargo et DLL.

La Société estime que le risque de crédit associé à ses créances clients et à ses responsabilités limitées en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec Huntington, Wells Fargo et DLL ne représente pas une importante concentration de risque et de perte en raison du grand nombre de concessionnaires, de distributeurs et d'autres partenaires commerciaux et de leur répartition dans de nombreuses régions géographiques. De plus, la Société atténue ce risque en exerçant ses activités par l'intermédiaire de ses propres canaux de distribution et en assurant le suivi de la solvabilité des concessionnaires et des distributeurs établis dans diverses régions géographiques.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt surtout sur le taux SOFR à terme, en fonction desquels est calculé l'intérêt sur sa facilité à terme. Toutefois, la Société a conclu des contrats de taux plafonds garantis limitant son exposition à la hausse des taux d'intérêt.

Mesures non conformes aux normes IFRS et tableaux de rapprochement

La Société utilise des mesures et des ratios non conformes aux normes IFRS, notamment ceux présentés ci-dessous.

Mesures non conformes aux normes IFRS	Définition	Motif
BAIIA normalisé	Bénéfice net avant les frais financiers, les produits financiers, la charge (l'économie) d'impôt, la dotation à l'amortissement et les éléments normalisés	Aider les investisseurs à évaluer la performance financière des activités d'exploitation de la Société sur une base continue en excluant certains éléments hors trésorerie, comme la dotation à l'amortissement, la charge de perte de valeur, le gain ou la perte de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains de la Société et le gain ou la perte de change sur certaines des obligations locatives de la Société. D'autres éléments, comme les coûts de restructuration, les coûts liés à la réduction progressive de la production, les gains ou les pertes non récurrents et les frais connexes à l'acquisition, pourraient être exclus du bénéfice net lors du calcul du BAIIA normalisé étant donné qu'ils sont considérés comme n'étant pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société.
Bénéfice net normalisé	Bénéfice net avant les éléments normalisés ajustés pour tenir compte de l'incidence fiscale sur ces éléments	En plus de la performance financière des activités d'exploitation, cette mesure tient compte de l'incidence des activités d'investissement, des activités de financement et de l'impôt sur le résultat sur les résultats financiers de la Société.
Charge d'impôt normalisée	Charge d'impôt ajustée pour tenir compte de l'incidence fiscale sur les éléments normalisés et pour normaliser certains éléments d'impôts spécifiques	Aider les investisseurs à déterminer la charge d'impôt relative aux éléments normalisés décrits précédemment, car ceux-ci sont considérés comme n'étant pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société.
Taux d'imposition effectif normalisé	Fondé sur le bénéfice net normalisé avant la charge d'impôt normalisée	Aider les investisseurs à déterminer le taux d'imposition effectif, y compris les éléments normalisés décrits précédemment, car ceux-ci sont considérés comme n'étant pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société.
Bénéfice normalisé par action – dilué	Calculé en divisant le bénéfice net normalisé par le nombre moyen pondéré d'actions – dilué	Aider les investisseurs à déterminer la performance financière normalisée des activités par action de la Société.
Flux de trésorerie disponibles	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation moins les acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	Aider les investisseurs à évaluer les capacités de la Société à générer des liquidités qui pourraient être disponibles pour les actionnaires et servir au remboursement de la dette et aux regroupements d'entreprises, après les dépenses d'investissement.

La Société est d'avis que les mesures non conformes aux normes IFRS constituent des mesures additionnelles importantes de la performance financière, car elles éliminent les éléments qui ont moins d'incidence sur la performance financière de la Société, faisant ainsi ressortir les tendances de ses principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux normes IFRS. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non conformes aux normes IFRS dans leur évaluation des émetteurs, dont une grande partie utilise des mesures semblables dans la présentation de ses résultats. La direction utilise aussi des mesures non conformes aux normes IFRS afin de faciliter les comparaisons de la performance financière d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation annuels, d'évaluer la capacité de la Société à satisfaire ses besoins futurs en matière de service de la dette, de dépenses d'investissement et de fonds de roulement, et également à titre de composante dans le calcul de la rémunération incitative à court terme des employés de la Société. Comme d'autres sociétés peuvent calculer différemment ces mesures non conformes aux normes IFRS, ces paramètres ne sont pas comparables à des mesures désignées de façon semblable présentées par d'autres sociétés.

Tableaux de rapprochement²

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le bénéfice net et le bénéfice net normalisé¹ et le rapprochement entre le bénéfice net et le BAIIA normalisé¹.

(en millions \$ CA)	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Bénéfice net	127,3 \$	161,0 \$
Éléments normalisés		
Perte (gain) de change sur la dette à long terme et les obligations locatives	9,0	(128,6)
Coûts liés aux regroupements d'entreprises ³	1,1	3,1
Autres éléments ⁴	—	0,9
Ajustement au titre de l'impôt ^{1, 5}	(2,9)	(1,8)
Bénéfice net normalisé¹	134,5	34,6
Charge d'impôt normalisée ¹	50,4	15,8
Frais financiers ajustés ¹	44,6	46,6
Produits financiers	(3,1)	(1,3)
Dotation à l'amortissement ajustée ¹	108,0	105,1
BAIIA normalisé¹	334,4 \$	200,8 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».
2. Les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.
3. Coûts de transaction et amortissement des immobilisations incorporelles liés aux regroupements d'entreprises.
4. Les autres éléments comprennent les coûts de transaction liés à la vente des entreprises du Groupe marin ainsi que les coûts de restructuration.
5. L'ajustement au titre de l'impôt se rapporte à l'impôt au titre des éléments normalisés assujettis à l'impôt et pour lesquels l'impôt sur le résultat a été comptabilisé, ainsi qu'à l'ajustement au titre de l'incidence de l'écart de change lié aux activités mexicaines.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation, sur une base consolidée, et les flux de trésorerie disponibles¹ consolidés.

(en millions \$ CA)	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	425,5 \$	255,8 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(46,1)	(45,1)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(12,1)	(9,4)
Flux de trésorerie disponibles¹	367,3 \$	201,3 \$
Flux de trésorerie disponibles provenant des activités poursuivies ¹	367,3 \$	203,3 \$
Flux de trésorerie disponibles affectés aux activités abandonnées ¹	— \$	(2,0) \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Le tableau suivant² présente le rapprochement entre les éléments inclus dans le bénéfice net normalisé¹ et le BAIIA normalisé¹ et les mesures conformes aux normes IFRS respectives, et présente également le calcul du bénéfice normalisé par action – de base et dilué¹.

<i>(en millions \$ CA, sauf les données par action)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Rapprochement de la dotation à l'amortissement		
Dotation à l'amortissement	108,7 \$	106,5 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises	(0,7)	(1,4)
Dotation à l'amortissement ajustée¹	108,0 \$	105,1 \$
Rapprochement de la charge d'impôt		
Charge d'impôt	47,5 \$	14,0 \$
Ajustement au titre de l'impôt ³	2,9	1,8
Charge d'impôt normalisée¹	50,4 \$	15,8 \$
Rapprochement des frais financiers		
Frais financiers	45,0 \$	46,6 \$
Autres	(0,4)	—
Frais financiers ajustés¹	44,6 \$	46,6 \$
Calcul du bénéfice de base normalisé par action¹		
Bénéfice net normalisé ¹	134,5 \$	34,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	0,1
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	73 151 257	73 031 821
Bénéfice de base normalisé par action¹	1,85 \$	0,48 \$
Calcul du bénéfice dilué normalisé par action¹		
Bénéfice net normalisé ¹	134,5 \$	34,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	0,1
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	73 931 682	73 513 777
Bénéfice dilué normalisé par action¹	1,83 \$	0,47 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

2. Les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

3. L'ajustement au titre de l'impôt se rapporte à l'impôt au titre des éléments normalisés assujettis à l'impôt et pour lesquels l'impôt sur le résultat a été comptabilisé, ainsi qu'à l'ajustement au titre de l'incidence de l'écart de change lié aux activités mexicaines.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels²

(en millions \$ CA, sauf les données par action et la marge brute)	Trimestres clos les							
	30 avr. 2026	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 juill. 2025	30 avr. 2025	31 janv. 2025	31 oct. 2024	31 juill. 2024
	Exercice 2027	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025
Revenus								
Produits toutes saisons	1 448,7	\$ 1 317,2	\$ 1 265,6	\$ 1 113,8	\$ 1 105,8	\$ 1 128,0	\$ 1 036,4	\$ 985,0
Produits saisonniers	568,4	796,4	606,2	469,7	419,2	677,5	616,0	541,8
PAV, moteurs pour OEM et autres	374,7	343,7	378,5	304,7	321,9	312,8	321,1	284,3
Total des revenus	2 391,8	2 457,3	2 250,3	1 888,2	1 846,9	2 118,3	1 973,5	1 811,1
Marge brute	561,6	553,6	541,2	397,7	394,8	421,8	435,1	399,3
<i>En pourcentage des revenus</i>	23,5 %	22,5 %	24,1 %	21,1 %	21,4 %	19,9 %	22,0 %	22,0 %
Bénéfice net (perte nette)	127,3	45,8	76,5	57,1	161,0	(50,5)	30,6	42,0
BAIIA normalisé¹	334,4	363,8	325,6	213,2	200,8	247,0	268,5	234,9
Bénéfice net normalisé¹	134,5	163,3	117,7	66,9	34,6	76,8	88,5	76,5
Bénéfice de base par action	1,75	0,64	1,05	0,79	2,21	(0,69)	0,42	0,56
Bénéfice dilué par action	1,73	0,63	1,04	0,79	2,19	(0,68)	0,42	0,55
Bénéfice de base normalisé par action¹	1,85	2,24	1,61	0,93	0,48	1,06	1,22	1,03
Bénéfice dilué normalisé par action¹	1,83	2,21	1,59	0,92	0,47	1,05	1,20	1,02

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

2. Sauf indication contraire, les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies, et ceux des périodes antérieures ont été reclassés en conséquence.

Tableau de rapprochement des résultats consolidés trimestriels²

(en millions \$ CA)	Trimestres clos les							
	30 avr. 2026	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 juill. 2025	30 avr. 2025	31 janv. 2025	31 oct. 2024	31 juil. 2024
	Exercice 2027	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025
Bénéfice net (perte nette)	127,3	45,8	76,5	57,1	161,0	(50,5)	30,6	42,0
Éléments normalisés								
(Gain) perte de change sur la dette à long terme et les obligations locatives	9,0	(80,0)	31,8	7,0	(128,6)	103,4	26,2	11,8
Incident lié à la cybersécurité ³	—	—	—	—	—	(12,5)	—	—
Perte de valeur et autres charges ⁴	—	232,5	—	—	—	—	9,4	—
Coûts liés aux regroupements d'entreprises (reprise) ⁵	1,1	1,5	3,1	3,3	3,1	(7,9)	3,6	3,8
Coûts de sortie ⁶	—	—	—	—	—	15,1	—	—
Coûts de restructuration et coûts connexes (reprise) ⁷	—	(0,5)	(0,5)	—	—	41,8	11,9	8,9
Coûts de transaction sur la dette à long terme ⁸	—	—	12,6	—	—	—	—	—
Régime incitatif à long terme spécial ⁹	—	—	—	4,4	—	—	—	—
Coût lié à la transition de la haute direction ¹⁰	—	2,5	2,5	2,5	—	—	—	—
Autres éléments ¹¹	—	2,0	0,9	1,0	0,9	1,2	—	—
Ajustement au titre de l'impôt ^{1,12}	(2,9)	(40,5)	(9,2)	(8,4)	(1,8)	(13,8)	6,8	10,0
Bénéfice net normalisé¹	134,5	163,3	117,7	66,9	34,6	76,8	88,5	76,5
Charge d'impôt normalisée ¹	50,4	41,9	39,7	(12,4)	15,8	19,5	26,3	10,8
Frais financiers ajustés ¹	44,6	46,5	55,0	50,5	46,6	48,4	51,1	50,1
Produits financiers ajustés ¹	(3,1)	(3,2)	(3,2)	(3,3)	(1,3)	(0,9)	(1,3)	(4,0)
Dotation à l'amortissement ajustée ¹	108,0	115,3	116,4	111,5	105,1	103,2	103,9	101,5
BAlIA normalisé¹	334,4	363,8	325,6	213,2	200,8	247,0	268,5	234,9

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».
2. Sauf indication contraire, les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies, et ceux des périodes antérieures ont été reclassés en conséquence.
3. Au cours de l'exercice 2025, la Société a reçu des paiements d'assurance relativement à l'incident lié à la cybersécurité survenu au cours de l'exercice 2023.
4. Au cours de l'exercice 2026, la Société a comptabilisé des charges de perte de valeur au titre des actifs liés aux véhicules électrique et de l'UGT mobilité légère, une provision plus élevée à l'égard des produits de véhicules électriques ainsi qu'une reprise du passif lié à la participation ne donnant pas le contrôle. Au cours de l'exercice 2025, la Société a comptabilisé une charge de perte de valeur au titre des actifs inutilisés.
5. Coûts de transaction et amortissement des immobilisations incorporelles liés aux regroupements d'entreprises.
6. La Société a déprécié les stocks de pièces de rechange relativement à ses activités liées aux moteurs hors-bord Evinrude.
7. La Société a comptabilisé des coûts de restructuration, qui comprennent des indemnités de départ versées à des employés dans le cadre de la réduction des effectifs, des coûts liés à la résiliation de contrats et des réclamations soumises par des fournisseurs relativement aux activités de restructuration.
8. Décomptabilisation des coûts de transaction non amortis et des coûts de transaction marginaux liés à la modification de la facilité à terme de la Société.
9. Juste valeur marginale comptabilisée en raison d'un régime incitatif à long terme spécial.
10. Comprend l'incidence de l'acquisition anticipée des droits relatifs aux options d'achat d'actions de la haute direction.
11. Les autres éléments comprennent les coûts de transaction liés à la vente des entreprises du Groupe marin ainsi que les honoraires liés aux reclassements qui ont eu lieu au cours des exercices 2025 et 2026.
12. L'ajustement au titre de l'impôt se rapporte à l'impôt au titre des éléments normalisés assujettis à l'impôt et pour lesquels l'impôt sur le résultat a été comptabilisé, à l'ajustement au titre de l'incidence de l'écart de change lié aux activités mexicaines et à l'impôt différé sur les pertes d'exploitation comptabilisées dans la perte de valeur.

Principales données financières consolidées

Les principales données financières consolidées présentées ci-dessous pour les trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025 sont déterminées en fonction des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes approuvés le 27 mai 2026.

Données sur le bénéfice net²

(en millions \$ CA)	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Revenus		
Produits toutes saisons	1 448,7 \$	1 105,8 \$
Produits saisonniers	568,4	419,2
PAV, moteurs pour OEM et autres	374,7	321,9
Total des revenus	2 391,8	1 846,9
Coût des ventes	1 830,2	1 452,1
Marge brute	561,6	394,8
<i>En pourcentage des revenus</i>	23,5 %	21,4 %
Charges d'exploitation		
Vente et marketing	130,4	107,4
Recherche et développement	118,8	105,0
Frais généraux et administratifs	88,1	77,9
Autres (bénéfices) charges d'exploitation	(1,2)	10,6
Total des charges d'exploitation	336,1	300,9
Bénéfice d'exploitation	225,5	93,9
Frais financiers nets	41,9	45,3
Perte (gain) de change sur la dette à long terme	8,8	(126,4)
Bénéfice avant impôt	174,8	175,0
Charge d'impôt	47,5	14,0
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	127,3 \$	161,0 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	1,6 \$	(10,9) \$
Bénéfice net	128,9 \$	150,1 \$
Montant attribuable aux actionnaires	129,5 \$	150,2 \$
Montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,6) \$	(0,1) \$
BAIIA normalisé¹	334,4 \$	200,8 \$
Bénéfice net normalisé¹	134,5 \$	34,6 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

2. Les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

Autres données financières²

<i>(en millions \$ CA, sauf les données par action)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2026	30 avril 2025
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	73 151 257	73 031 821
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	73 931 682	73 513 777
Bénéfice de base par action	1,75 \$	2,21 \$
Bénéfice dilué par action	1,73	2,19
Bénéfice de base normalisé par action	1,85	0,48
Bénéfice dilué normalisé par action	1,83	0,47
Dividendes déclarés par action	0,25 \$	0,215 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

2. Les chiffres sont présentés sur la base des activités poursuivies.

Données sur la situation financière

<i>(en millions \$ CA)</i>	Au	Au
	30 avril 2026	31 janvier 2026
Trésorerie et équivalents de trésorerie	696,8 \$	427,1 \$
Fonds de roulement	699,6	600,3
Immobilisations corporelles	1 773,3	1 816,8
Total de l'actif ¹	6 616,9	6 196,7
Total des passifs financiers non courants	2 882,9	2 647,3
Total du passif ²	6 017,0	5 685,3
Total des capitaux propres	702,6	610,7
Dette à long terme	2 443,5	2 442,3

1. Ne tient pas compte des actifs classés comme détenus en vue de la vente au 30 avril 2026 et au 31 janvier 2026.

2. Ne tient pas compte des passifs liés aux actifs classés comme détenus en vue de la vente au 30 avril 2026 et au 31 janvier 2026.

Estimations comptables critiques

Estimations et jugements importants

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux méthodes comptables de la Société exige de la direction qu'elle formule des jugements et des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, ainsi que sur les montants connexes relatifs aux revenus et aux charges, aux autres éléments du résultat global et aux informations fournies.

Les meilleures estimations de la Société sont fondées sur les renseignements, les données et les faits connus à la date à laquelle elles sont formulées. La direction s'appuie sur son expérience et sur certains renseignements, sur la conjoncture économique et les tendances en général, ainsi que sur des hypothèses concernant les résultats futurs probables pour formuler les estimations. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement, et les incidences de toute variation sont comptabilisées immédiatement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et ces différences pourraient être importantes.

Le budget d'exploitation annuel de la Société et les révisions du budget qu'elle réalise durant l'exercice (collectivement, le « Budget »), de même que le plan stratégique de la Société, comprennent des données fondamentales qui sont utilisées comme base pour établir certaines estimations importantes nécessaires à la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Chaque année, la direction prépare son budget d'exploitation et son plan stratégique annuels selon un processus en fonction duquel un budget détaillé sur un an et un plan stratégique sur trois ans sont établis par chaque entité, puis consolidés.

Les flux de trésorerie et la rentabilité compris dans le Budget sont fondés sur les commandes actuelles et futures prévues, la conjoncture générale des marchés, les structures de coûts actuelles, les variations de coûts prévues et les ententes actuelles avec des tiers. La direction utilise des données du budget d'exploitation annuel et des projections ou des hypothèses additionnelles pour calculer les résultats prévus en ce qui a trait au plan stratégique et aux périodes ultérieures.

Le Budget et le plan stratégique sont approuvés par la direction et le conseil d'administration. La direction assure ensuite le suivi du rendement par rapport au Budget. Des écarts importants entre le rendement réel et le rendement prévu constituent un indicateur clé du besoin d'évaluer si certaines des estimations utilisées pour la préparation de l'information financière devraient être révisées.

La direction doit s'appuyer sur des estimations aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société, et elle est d'avis que les estimations les plus importantes sont les suivantes :

Estimation de la valeur nette de réalisation des stocks

La valeur nette de réalisation des matériaux et des produits en cours est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les besoins en matière de production, les caractéristiques actuelles et futures des produits, les coûts de production prévus devant être engagés et la rentabilité prévue des produits finis. La valeur nette de réalisation des produits finis ainsi que des pièces, accessoires et vêtements est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les prix de vente prévus, les programmes de vente et les caractéristiques des nouveaux produits.

Estimation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement si la direction juge probable qu'ils seront réalisés selon le budget annuel, le plan stratégique et des projections additionnelles permettant de calculer les résultats prévus pour des périodes ultérieures.

Estimation des provisions au titre des garanties régulières liées aux produits, des passifs liés aux produits et des programmes de vente

Le coût de la garantie régulière est établi pour chaque gamme de produits et comptabilisé au moment de la vente en fonction de la meilleure estimation faite par la direction d'après les taux et les tendances historiques au titre des coûts. Les provisions relatives aux garanties régulières sont ajustées lorsque la Société détecte un problème important et récurrent relatif à des produits vendus ou lorsqu'elle constate des écarts en matière de coûts et de tendances par suite de l'analyse des réclamations au titre des garanties régulières.

La provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période est calculée en fonction de la meilleure estimation de la direction en ce qui a trait aux montants nécessaires au règlement des réclamations existantes. De plus, la provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période de présentation de l'information financière comprend les réclamations engagées, mais non présentées, d'après les coûts historiques moyens.

La provision liée au programme de vente est estimée selon les caractéristiques actuelles du programme, les données historiques et les ventes au détail prévues pour chaque gamme de produits.

Estimation des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies

Afin de déterminer les taux d'actualisation utilisés pour calculer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies, la direction consulte des cabinets d'actuaire externes pour qu'ils lui fournissent des taux d'actualisation utilisés couramment et applicables, qui sont fondés sur le rendement de placements à revenu fixe dans des sociétés de première qualité ayant des flux de trésorerie qui correspondent au versement prévu des prestations pour chaque régime à prestations définies. La direction se fonde sur ses connaissances et sur sa compréhension des facteurs économiques généraux pour tirer une conclusion sur l'exactitude des taux d'actualisation utilisés.

Jugements importants posés lors de l'application des méthodes comptables de la Société

La direction doit poser certains jugements lors de l'application des méthodes comptables de la Société, particulièrement en ce qui a trait aux éléments suivants :

Recouvrabilité et dépréciation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation

La Société fonctionne selon un niveau élevé d'intégration et d'interdépendance aux fins de ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution. Les entrées de trésorerie générées par chaque gamme de produits nécessitent le recours à divers actifs de la Société, ce qui limite les tests de dépréciation à effectuer pour un seul actif. Par conséquent, la direction effectue les tests de dépréciation en regroupant les actifs en UGT.

Monnaie fonctionnelle

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale, mais ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution font l'objet d'un niveau élevé d'intégration, et la direction doit exercer un jugement important pour déterminer la monnaie fonctionnelle de chaque entité à l'aide des facteurs énoncés dans IAS 21 *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* (« IAS 21 »). La direction a déterminé que la monnaie fonctionnelle de chaque entité est sa monnaie locale, à moins que l'évaluation des critères utilisés aux fins de l'évaluation de la monnaie fonctionnelle énoncés dans IAS 21 ne détermine qu'une autre monnaie constitue la monnaie fonctionnelle. Les critères énoncés dans IAS 21 qui sont applicables à chaque entité font l'objet d'un examen annuel.

Contrôles et procédures

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont la responsabilité d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, ainsi que de son contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels que ces termes sont définis dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ainsi que dans la règle 13a-15(e) et la règle 15d-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans leur version modifiée.

Contrôles et procédures de communication de l'information

À la fin de la période de présentation de l'information financière visée par les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière avaient conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information qui doit être présentée dans les documents que la Société dépose est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

À la fin de la période de présentation de l'information financière visée par les états financiers intermédiaires, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière avaient conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, ce contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2026, aucun changement apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société n'a eu d'incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de celle-ci. La direction a déterminé que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace au 30 avril 2026.

En raison de ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas prévenir ni détecter les inexactitudes. Les projections de la direction quant au résultat d'une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière sur des périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue. Une faiblesse significative est une lacune ou un ensemble de lacunes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière, qui suggèrent la possibilité raisonnable qu'une anomalie significative dans les états financiers annuels ou intermédiaires de la Société ne puisse être évitée ou décelée en temps opportun.

Facteurs de risque

Pour obtenir une description détaillée des facteurs de risque associés à la Société, veuillez vous reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 janvier 2026. À la connaissance de la Société, aucun changement important se rapportant à ces facteurs de risque ne s'est produit par rapport aux facteurs de risque publiés à cette date.

Information sur les actions en circulation

Le tableau suivant présente l'information sur les actions en circulation de la Société au 26 mai 2026.

	<i>Actions et options d'achat d'actions émises et en circulation</i>
Actions à droit de vote multiple sans valeur nominale	34 819 204
Actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale	38 527 229
Options d'achat d'actions visant l'acquisition d'actions à droit de vote subalterne	2 852 911

Information supplémentaire

De l'information supplémentaire sur BRP inc., y compris la notice annuelle de la Société, est disponible sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca.